DIAL 3690

ÉQUATEUR - Dans l'ombre de l'État. Comment l'Équateur est devenu le pays le plus violent de l'Amérique latine

Unité d'investigation de Plan V

jeudi 29 février 2024, mis en ligne par Dial

Ce texte, préparé par l'équipe de journalistes d'investigation de Plan V (Équateur) donne des clés pour comprendre les explosions de violence des derniers mois. Article d'abord publié sur le site de Plan V (15 janvier) puis repris dans une version modifiée dans l'édition 1991 de l'hebdomadaire uruguayen Brecha (19 janvier).

La conjugaison de plusieurs facteurs a engendré en Équateur, ces dernières décennies, le désordre idéal pour l'expansion du narcotrafic. L'insuffisance des contrôles dans les ports et contre le blanchiment de capitaux, la faiblesse institutionnelle, le pari qui a été fait des mégaprisons et la complexité de la situation politique régionale font partie des principaux éléments en jeu.

Photomontage de Plan V

Comment l'Équateur est devenu le pays le plus violent de l'Amérique latine. Telle est la question qui est revenue le plus souvent après la violente incursion survenue dans les locaux de TC Televisión le 9 janvier, à laquelle se sont ajoutés mutineries dans des prisons, prises d'otages, enlèvements et assassinats de policiers, et incendies de véhicules avec explosifs. Il n'y a pas d'explication unique. Sur le fond, il existe un ensemble de facteurs étroitement liés qui vont des conditions géographiques du pays à la faiblesse institutionnelle. L'Équateur, apparemment, a rempli toutes les conditions pour être le champion de la violence dans la région.

Le pays se situe entre la Colombie et le Pérou, les deux plus gros producteurs de cocaïne du monde. Le premier passe pour être le plus grand exportateur mondial de cocaïne. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) a relevé que, en 2023, la Colombie a augmenté ses surfaces cultivées pour atteindre le record de 230 000 hectares. La zone où la hausse a été la plus forte est le Putumayo, département frontalier avec l'Équateur. On estime qu'entre 70 et 80% de la cocaïne produite dans les départements du sud de la Colombie pénètrent par la frontière nord de l'Équateur. Ainsi, en 2021, entre 400 et 460 tonnes sont arrivées en Équateur.

Les gouvernements de l'Équateur ont installé au fil des ans le mythe selon lequel le pays est « un îlot de paix » parce qu'il n'a pas connu dans le passé les hauts niveaux de violence vécus par ses voisins. Pourtant, le conflit armé en Colombie a toujours eu des répercussions en Équateur. Un des faits les plus tragiques est survenu en 1993 lors d'un massacre perpétré près de la rivière Putumayo par les FARC sur une patrouille équatorienne, qui s'est soldé par huit morts et 30 blessés. En 1998, la revue *Vistazo* a dévoilé l'étendue de la dénommée « narcoguérilla » avec un reportage sur la façon dont le Front 48 des FARC assurait la surveillance et la logistique de grandes plantations de coca à la frontière commune. En 2018, le quotidien *El Comercio* a publié l'anthologie *Periodistas en la frontera norte* [Journalistes à la frontière nord], qui rassemble des reportages journalistiques sur la violence existant dans cette zone depuis une vingtaine d'années. De même, les FARC se sont servies de l'Équateur comme base de repos et de protection. Le bombardement perpétré par la Colombie dans la région équatorienne d'Angostura a révélé ce lien en 2008. La présence de groupes colombiens en Équateur a été permanente. C'est en 2018 que la crise sécuritaire à la frontière nord a été le plus aigüe. Après la démobilisation des FARC, des groupes dissidents sont entrés en conflit pour le contrôle des territoires jusque-là dominés par la guérilla, notamment ceux situés à la frontière avec l'Équateur. Cette année a été marquée par la première explosion d'une voiture piégée contre un détachement de police à San Lorenzo, dans la province d'Esmeraldas, et par l'assassinat des reporters du journal de la capitale *El Comercio*, venus sur place pour couvrir la vague de violence. En 2022 sept groupes dissidents des FARC s'étaient déjà installés à la frontière commune pour contrôler les routes du narcotrafic. Ces dissidents ont traité avec des groupes équatoriens et ont constitué un autre facteur d'augmentation de la violence.

Ports et faiblesse institutionnelle

Les ports équatoriens occupent indéniablement une position stratégique dans le Pacifique Sud et leurs exportations facilitent la dissimulation de la drogue. C'est l'un des aspects qui offrent le plus d'attrait pour les organisations criminelles du narcotrafic international. Manta, par exemple, est le centre de la pêche industrielle du pays, le port qui abrite la plus grande flotte de pêche du Pacifique Sud. Cela permet de déguiser en une activité licite un maillon clé du narcotrafic : le ravitaillement en carburant des bateaux qui transportent de la drogue au Mexique. Le port de Guayaquil, par où passent 90% des marchandises traitées par les ports équatoriens, est une pièce centrale de l'acheminement de grands chargements de drogue, surtout vers l'Europe. L'Équateur, qui fait partie des principaux pays exportateurs de banane, expédie vers cette destination des milliers de conteneurs dans lesquels se cache la drogue. 46% de la drogue saisie dans des ports équatoriens se trouve dans des conteneurs de ce fruit, selon les données du Service national d'enquête des ports et aéroports de la police. Les narcotrafiquants utilisent ce type d'exportations parce qu'elles sont périssables et doivent sortir rapidement des ports. Les ports d'Anvers et Rotterdam constituent les principales plaques tournantes du trafic vers l'Europe.

Le narcotrafic en Équateur s'est développé rapidement grâce à plusieurs facteurs. L'un d'entre eux est la crise institutionnelle et politique permanente qui a affaibli les organismes en rapport avec la sécurité. L'exemple le plus dramatique est la suppression en 2018 du ministère de la justice, qui était chargé des prisons. Ce portefeuille ministériel a été divisé, et il en est sorti le Service national de prise en charge des adultes privés de liberté, qui a été réduit à une instance purement administrative. Actuellement, l'Équateur est le seul pays de la Communauté andine sans ministère de la justice.

Un autre facteur réside dans la corruption du système judiciaire. En Équateur se sont produites plusieurs affaires de juges refusant de se soumettre à un examen de leur bonne foi comme le détecteur de mensonges ou à un contrôle de leur patrimoine. L'infiltration des groupes criminels dans la justice profite aux délinquants avec l'allègement des peines ou l'absence de condamnation. L'une des affaires les plus polémiques est venue du projet de réduire les peines prononcées contre la bande du surnommé Gerald, considéré comme le Pablo Escobar équatorien.

Récemment, l'affaire Métastase a mis au jour le réseau tissé par Leandro Norero au sein de la justice et d'autres secteurs. En décembre dernier, le ministère public a diffusé le contenu des portables de Norero, qui serait l'un des narcotrafiquants les plus puissants du pays, notamment des échanges détaillant sa relation avec des juges, des procureurs, des policiers, des enquêteurs, un journaliste et des politiques.

« Aujourd'hui la notion de narcopolitique est devenue une réalité en Équateur, ce n'est plus un phénomène lointain parce que nous pouvons voir comment les structures délinquantes ont pénétré les institutions pour atteindre leur objectif », a déclaré la procureure générale Diana Salazar pendant l'exposé de l'affaire.

En 2003, lors de l'opération Anniversaire, on a saisi à l'aéroport de Portoviejo 428 kilos de cocaïne dans un avion privé immatriculé au Mexique et 14 personnes de différentes nationalités ont été arrêtées, dont l'ancien gouverneur de Manabí, César Fernández. L'homme politique a de nouveau été arrêté en 2012. On lui a découvert des liens avec le cartel du Sinaloa. En 2007 et 2008 ont eu lieu les opérations Ouragan vert et Ouragan de la frontière dans la province d'Esmeraldas. Les deux affaires avaient pour protagonistes les frères narcotrafiquants Ostaiza Amay, liés aux FARC, ainsi qu'aux cartels de Sinaloa et Cali. Des liens ont été révélés entre les frères Ostaiza et l'ancien sous-secrétaire d'État du gouvernement Rafael Correa, José Ignacio Chauvín. Pendant la campagne présidentielle de 2017, Édison Ostaiza est apparu dans une vidéo sur le réseau social alors appelé Twitter dans laquelle il évoquait de présumées contributions à la campagne de Correa en 2006. Dans l'affaire Ouragan de la frontière sept juges ont été destitués pour des irrégularités dans le procès des frères Ostaiza.

Le problème actuel tient également à l'absence d'une politique du renseignement en matière pénale qui permette de dépister des groupes narcotrafiquants et leurs relations. Le renseignement a été affaibli sous le gouvernement Correa (2007-2017), qui a mis en place un système d'intelligence politique. À partir de 2015, avec les fuites sur l'entreprise italienne Hacking Team, on a découvert que le Secrétariat national du renseignement avait utilisé cette technologie pour espionner politiques et journalistes. Les gouvernements suivants n'ont fait qu'amplifier cette déficience.

Après la pandémie, le pays s'est affirmé encore plus comme une route du trafic international vers l'Europe. Dans un rapport de 2023, l'UNODC confirme que l'Équateur est devenu le principal pays d'origine des cargaisons de cocaïne à destination du vieux continent, devant même le Brésil. La mafia albanaise a été désignée comme le principal fournisseur de drogues d'une grande partie de l'Europe. Selon des enquêtes journalistiques, les premiers grands acteurs de cette mafia sont arrivés en 2009.

Le fait est qu'en plus de la présence historique de groupes criminels colombiens, l'Équateur subit celle d'émissaires de cartels mexicains et des Balkans qui ont une influence sur la violence intérieure. Le concept de citoyenneté universelle inscrit dans la Constitution équatorienne de 2008 a mis fin à l'obligation de détenir un visa touristique d'une durée maximale de 90 jours pour les ressortissants de tous les pays. Les citoyens albanais, par exemple, ont pu entrer librement jusqu'au 24 août 2022, date à partir de laquelle l'Équateur leur a imposé un visa. De même, les bureaux de l'immigration en Équateur n'ont pas les moyens de vérifier si le nom figurant sur un passeport est un faux. « L'Équateur est un des rares pays qui ne possèdent pas de base de données sur les entrées de visiteurs, avec leurs empreintes et leur photographie », a indiqué une source des services antinarcotiques.

Photographie trouvée dans le portable de Telmo Castro. Correa sourit aux côtés de José Antonio Aguilar Orozco, Darwin Stalin Gómez Vélez et Edgar Fernando Sandoval Puga

Dollarisation, blanchiment d’argent et prisons

L’Équateur a adopté le dollar en 2000, à la suite d’une crise bancaire. Si le pays possède une monnaie forte, il se caractérise en revanche par un bas niveau de bancarisation. En 2018, 48,1% des Équatoriens n’ont recouru à aucun service financier si l’on en croit une enquête de la Banque centrale de l’Équateur. Dans le pays, il n’existe pas d’étude donnant un chiffre approximatif sur la part de l’argent produit par le narcotrafic qui est blanchie et écoulée dans l’économie formelle. Le gouvernement de Guillermo Lasso a présenté une estimation en annexe de la consultation populaire sur l’extradition de criminels réalisée en février 2023, qui comporte des erreurs de calcul. Après avoir effectué des corrections avec des experts, Plan V estime qu’en 2020 il se serait blanchi la valeur de 3 458 millions de dollars (le PBI de l’Équateur s’élève à environ 100 000 millions). Bien que ce chiffre soit discuté et que certains aillent jusqu’à parler d’un blanchiment d’actifs d’une valeur de 8 000 millions de dollars, la croissance de secteurs comme celui de la construction a attiré l’attention des enquêteurs.

La surpopulation dans les prisons et la faillite du modèle carcéral constituent des éléments clés. En 2013, le gouvernement de Rafael Correa a engagé des réformes du système pénitentiaire qui comprenaient la construction des dénommées « mégaprisons ». L’objectif était de réduire le surpeuplement et d’améliorer les conditions de vie des détenus. Mais le durcissement des peines et l’abus de la prison préventive ont abouti à surpeupler de nouveau les centres de détention. En 2019, l’Équateur comptait presque 40 000 détenus. En 2022, la Commission interaméricaine des droits humains a calculé que les niveaux de surpeuplement seraient plus élevés que les chiffres officiels. L’an passé, l’Institut national de la statistique et du recensement a enregistré 31 321 individus dans les centres pénitentiaires. C’est dans les mégaprisons que se concentrent les pires tueries. Plus de 500 personnes ont été assassinées dans leurs murs. Une des principales erreurs commises tient au fait que le placement des prisonniers ne dépend pas de leur degré de dangerosité, mais des bandes auxquelles ils appartiennent. Actuellement, l’État n’arrive plus à contrôler les prisons, qui se sont transformées en centres d’opérations pour les bandes criminelles et leurs activités illégales.

Ceci s’est accompagné de l’explosion du phénomène des extorsions, qui ont d’abord eu pour cibles des familles de prisonniers. Ce mode opératoire est d’abord apparu dans les prisons comme une forme de financement illégal pour les bandes carcérales. En 2021, Plan V a publié les montants que les détenus devaient verser aux mafias pour obtenir une protection, un téléphone, de la nourriture ou des médicaments. Les dénommées « vaccinations » se sont rapidement étendues à l’extérieur des prisons. En octobre 2022 on avait enregistré près de 3 000 plaintes. Ces menaces ont été l’une des raisons pour lesquelles des milliers d’Équatoriens migrent vers les États-Unis.

Explosion de violence

Selon des experts, le départ de la base états-unienne de Manta, entre 2008 et 2009, est un antécédent important du rôle joué par l’Équateur dans le narcotrafic. À partir de cette base des opérations ont été menées pour le contrôle aérien et maritime du narcotrafic pendant dix ans. Son départ a facilité l’arrivée de structures criminelles venues pour développer leurs activités sans subir la pression des États-Unis. En outre, 2008 et 2009 ont été des années clés pour l’Équateur et pour la région en ce qui concerne le développement du narcotrafic, et des groupes originaires des Balkans, du Moyen-Orient et de l’Asie y ont trouvé une porte d’entrée. C’est aussi à cette époque qu’Édison Washington Prado Álava, alias Gerald, a fait fructifier ses affaires, devenant l’un des principaux narcotrafiquants du Pacifique Sud. Seigneur des océans, il a inventé un moyen de faire parvenir avec succès de la drogue en Amérique centrale : les stations-service (vedettes) des mers. Il a été extradé en 2018 aux États-Unis, où il purge une peine.

Après le départ de la base de Manta et sous le gouvernement Correa, la violence dans le pays a reculé fortement. L’Équateur est passé de 18,7 homicides pour 100 000 habitants en 2009 à 5,8 homicides en 2016. Le groupe de chercheurs Orden, Conflicto y Violencia s’est penché sur cette baisse inhabituelle de la violence. Il a reconnu que Correa « a mené des politiques de sécurité publique qui ont associé des stratégies punitives à des mesures de prévention ». Ces politiques ont été efficaces contre la délinquance

ordinaire, mais pas contre le crime organisé qui se développe dans les structures commerciales opérant sur des marchés illicites avec plus ou moins de protection de l'État. D'où la conclusion suivante : « Sous le gouvernement de Rafael Correa, à côté des politiques de sécurité publique déjà citées, s'est monté un système d'extorsion avec un soutien de l'État pour protéger certains groupes du crime organisé. Une "paix mafieuse" a ainsi été assurée qui a facilité l'expansion du narcotrafic ».

Le séisme d'avril 2016 a accéléré l'expansion des groupes criminels. À cause de la catastrophe, de nombreuses structures étatiques se sont implantées à Manabí, province la plus touchée. Selon les sources, cela a eu pour conséquence le déplacement de bandes criminelles comme les Choneros, dont le nom fait référence au canton manabite de Chone. Face aux obstacles qui se présentaient dans tout le secteur côtier, les bandes ont déménagé dans des zones qui avaient été épargnées. La première destination a été Guayaquil. Entre 2016 et 2019, ces déplacements ont provoqué une augmentation de la violence. Les bandes sont restées dans ces nouveaux territoires en augmentant leur logistique et leurs effectifs. À partir de ce moment-là, toutes les organisations criminelles sont entrées en conflit.

Cette instabilité au sein des organisations criminelles a été déterminante. L'assassinat de Jorge Luis Zambrano, alias J. L. ou Rasquiña, a déclenché une lutte pour le pouvoir au sein des Choneros, groupe qu'il avait dirigé pendant une décennie. Pendant le séjour de Zambrano en prison, le groupe a renforcé son statut de bande carcérale. Mais il a obtenu une libération conditionnelle au terme de décisions judiciaires polémiques. Six mois plus tard, il tombait sous les balles. Le crime a eu lieu en décembre 2020 et le 23 février 2021 s'est produit le premier massacre en milieu carcéral. Durant cet épisode, les Tiguerones, Lobos et Chone Killers se sont séparés des Choneros pour devenir leurs ennemis. Mais de nouvelles alliances se sont tissées plus tard, qui se sont caractérisées par leur instabilité, lorsque José Adolfo Villamar, alias Fito, et Junior Roldán, alias J. R., ont pris la tête de la bande. La violence s'est poursuivie dans les prisons. Les 14 massacres survenus entre 2021 et 2023 ont laissé plus de 460 morts. Fito est le seul chef historique des Choneros encore vivant.

Dans le décret 110 du 8 janvier pris par le président Daniel Noboa [1] est apparu pour la première fois le chiffre consolidé des homicides commis en 2023, à savoir 8 008. Cela représente plus de 47 homicides pour 100 000 habitants. C'est un chiffre alarmant si on le compare aux 40 morts pour 100 000 habitants enregistrés au Venezuela en 2022, lorsqu'il est devenu le pays le plus violent de la région. Le 26 septembre dernier, le pays est passé de la 31e à la 11e place sur l'échelle mondiale du crime organisé. Cela confirme que l'Équateur est devenu l'un des pays les plus touchés du monde par les mafias, seulement devancé par le Myanmar, la Colombie, le Mexique, le Paraguay, la République démocratique du Congo, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Irak, l'Afghanistan et le Liban. Dans cette vague d'homicides figure l'assassinat du candidat à la présidence et journaliste d'investigation Fernando Villavicencio, le 9 août 2023, qui a marqué le franchissement d'une nouvelle étape de la violence dans le pays. Avant de poser sa candidature, Villavicencio a été parlementaire, et c'est depuis son siège à l'assemblée qu'il a dénoncé l'ingérence du narcotrafic dans la politique et ses liens avec des groupes criminels. Il a fait l'objet de menaces de mort à répétition mais sa sécurité a laissé apparaître de graves failles. Ce mercredi 17 janvier, César Suárez, l'un des procureurs qui enquêtaient sur l'attaque à main armée perpétrée la semaine passée contre TC Televisión, ainsi que sur plusieurs affaires de corruption, a été abattu à Guayaquil.

(Une version antérieure de cet article a paru sur le site de Plan V.)

Microtrafic et consommation

Dans le rapport intitulé *Evaluación situacional del entorno estratégico del narcotráfico en Ecuador, 2019-2022* [Évaluation de l'environnement stratégique du narcotrafic en Équateur, 2029-2022], produit par la Direction nationale du renseignement antidrogue de la police avec le concours de l'Observatoire

équatorien du crime organisé, il est dit qu'entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2022 on a saisi 619 tonnes de drogue. De ce volume, 13% (66 tonnes) sont allés à la consommation intérieure. Différents experts et agents ont expliqué que le paiement des services logistiques nécessaires au transfert des drogues et à leur envoi vers des marchés internationaux s'effectue aussi avec de la drogue. Le microtrafic s'en trouve accru : les gangs cherchent à augmenter le nombre de consommateurs dans le pays. « Ce phénomène a provoqué une hausse considérable de la consommation », indique le rapport. En 2015,130 000 personnes ont reçu des soins pour des troubles dus à la consommation de drogues. En 2021, le nombre d'interventions est tombé à 53 609 à cause de restrictions budgétaires.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3690.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Brecha, 19 janvier 2024.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Daniel Noboa a été élu le 15 octobre 2023 après que Guillermo Lasso (2021-2023) a décidé en mai 2023 de dissoudre l'Assemblée nationale en s'appuyant sur une possibilité constitutionnelle qui, dans ce cas, requiert la convocation d'élections législatives et présidentielles 6 mois plus tard – note DIAL.